

L'URGENCE D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE COHÉRENTE, JUSTE ET ÉQUITABLE

MÉMOIRE

DU FRONT COMMUN POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Déposé dans le cadre des consultations de
Transition Énergie Québec

Sur le plan directeur de la transition énergétique du Québec



TABLE DES MATIÈRES

Présentation de l'organisme	3
Introduction	4
Quelques éléments incontournables d'une transition énergétique cohérente, juste et équitable	5
Objectifs climatiques: un effort de cohérence	5
Freiner la filière fossile : un impératif présent	6
Cesser le soutien financier gouvernemental aux industries fossiles	6
Interdire la mise en chantier de tout nouveau projet d'exploration ou d'exploitation d'hydrocarbures	7
Transversalité, courage politique et démocratisation	7
Intégration de l'ensemble des secteurs d'activité et perspective systémique	7
Refonte démocratique	8
Protection de la biodiversité	9
Principe de précaution	9
Conclusion	10

Présentation de l'organisme

Né en 2015, le Front commun pour la transition énergétique est une alliance historique entre plus de 60 organisations citoyennes, environnementales, syndicales et de groupes issus des Premières nations. Il met en synergie les efforts de ses membres visant à induire des choix collectifs responsables en ce qui concerne la production, la consommation et le transport des hydrocarbures, ainsi que la transition vers des énergies propres, locales, renouvelables et créatrices d'emplois.

Les membres reconnaissent le lien entre les crises écologiques, énergétiques et sociales et promeuvent une transition porteuse de justice sociale. Le Front commun souhaite voir le Québec s'engager sur la voie de la transition vers une économie faible en carbone et prenne en compte l'intérêt des sept générations à venir dans la conduite de ses activités.

Introduction

Nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses, et croyons fermement qu'un exercice de consultation beaucoup plus vaste et profond serait nécessaire pour construire toutes les propositions nécessaires. Plusieurs des réflexions et recommandations exposées dans le présent mémoire ont déjà fait l'objet de débats dans de nombreux forums. Nous désirons contribuer à l'élaboration, pour le Québec, d'un plan directeur qui puisse guider la mise en œuvre d'une transition énergétique porteuse de justice sociale, un virage dont nos enfants et nos petits-enfants pourront être fiers.

Dans un contexte de transition, toute stratégie qui aurait pour résultat d'augmenter ou de maintenir le niveau de dépendance de la société québécoise, des Premières nations et des Inuits, aux hydrocarbures serait en totale contradiction avec la lutte collective contre les changements climatiques et les engagements politiques pris lors de la COP21. Cette position a mené les membres du Front commun à proposer des solutions qui rendraient obsolète tout nouveau projet lié à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures.

Pour arriver à ralentir la vitesse des changements climatiques et leurs conséquences dramatiques pour les prochaines générations, la transition énergétique doit être certes technologique, mais également et surtout porteuse d'une redéfinition des valeurs du vivre ensemble. Les membres du Front commun ont donc élaboré un certain nombre de critères que nous considérons incontournables dans la mise en œuvre de la transition. Nous souhaitons les partager dans le contexte des consultations de Transition Énergie Québec (TEQ).

Au cours des derniers mois, des milliers de scientifiques, qui sonnent l'alarme depuis plus de quatre décennies, ont durci le ton et placent maintenant le Politique devant l'absolue nécessité de prendre des décisions courageuses. En présentant ce mémoire à TEQ, le Front commun souhaite porter la parole concertée de 60 organisations et de leurs dizaines de milliers de membres et sympathisants au Québec pour affirmer qu'une transition cohérente, juste, équitable et écologiquement sensée sera au rendez-vous pour peu qu'il y ait une volonté politique réelle d'agir en ce sens.

Le Front commun pour la transition énergétique tient à amener à l'attention de TEQ que le délai extrêmement court alloué par le gouvernement du Québec à l'exercice de son mandat en ce qui concerne notamment le processus de consultation publique ainsi qu'une approche basée sur des expertises très spécifiques n'a pas favorisé adéquatement la participation des citoyens-nes du Québec.

Quelques éléments incontournables d'une transition énergétique cohérente, juste et équitable

Nous proposons ici certains éléments stratégiques qui devraient être analysés dans le processus de d'élaboration d'un contrat social. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une liste exhaustive, ces éléments nous semblent incontournables.

Objectifs climatiques: un effort de cohérence

Le 12 décembre 2015, le Canada approuvait, tout comme les 194 autres délégations présentes à Paris, le texte d'un accord sur la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète sous la barre des 2 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels de même que le déploiement de tous les efforts possibles pour réduire l'élévation à 1,5 degré d'ici 2100 afin d'éviter les pires conséquences des changements climatiques. Le Canada avait alors été perçu comme le chef de file de cette proposition d'une marge sécuritaire de 0,5. Le gouvernement du Québec était présent et avait exprimé publiquement sa volonté d'exercer un leadership fort pour que l'objectif soit atteint. Le 4 novembre 2016, l'Accord entrait en vigueur.

Or, les efforts concrets réalisés depuis deux ans ont été bien en dessous des engagements de la COP21. En retardant la nécessité de mesures draconiennes, particulièrement en ce qui a trait au retrait progressif des hydrocarbures, les décideurs ont joué à la roulette russe dans l'amorce de la transition. Et plus ils et elles retarderont l'échéance inévitable du retrait progressif de ces dernières, plus les changements seront difficiles pour tous et toutes, particulièrement les personnes et communautés rendues plus vulnérables. Les faits le démontrent mais les décideurs préfèrent continuer à promouvoir une stratégie des petits pas plutôt que d'enclencher véritablement les changements dont l'humanité a besoin.

L'absence de cohérence entre les engagements politiques, tant sur la scène internationale que nationale, et les décisions prises dans tous les secteurs qui ont un impact sur les changements climatiques pourraient bientôt provoquer la peur, et la colère et le cynisme des grands-parents, des parents et des jeunes qui arrivent à l'âge adulte. Elle provoque déjà l'insécurité dans le secteur privé, tant au niveau des investissements que chez les travailleurs et les travailleuses. Rappelons qu'à ce jour, c'est 811 institutions dans le monde qui ont amorcées une démarche de désinvestissement des énergies fossiles dans le monde, représentant un peu plus de cinq trillions de dollars. Plus on refusera de composer avec la réalité telle qu'elle est, plus les risques de rater la fenêtre pendant laquelle une transition un tant soit peu fluide demeure possible augmenteront. Nous ne pouvons plus faire de changements à la marge en espérant que le mur dans lequel nous fonçons reculera. Nous ne pouvons plus apporter de changements dans l'esprit de la réduction des GES dans un secteur et, en même temps, prendre des décisions dans un autre secteur qui annulent les progrès réalisés.

Aussi, il nous semble essentiel de tenir compte de trois éléments :

Responsabilité climatique : la transition énergétique doit non seulement viser une réduction massive des GES produits au Québec et au Canada, mais également des émissions indirectes dues à la consommation. Il nous faut tenir compte de ce qui est produit et comptabilisé ailleurs mais consommé ici, ainsi que de ce qui est produit ici et consommé ailleurs.

Calcul des externalités : Il nous semble extrêmement important que le gouvernement du Québec décide

d'exiger l'inclusion du calcul des externalités dans toutes les analyses qui constitueront la base des prises de décisions. À titre d'exemple incontournable : le coût de l'attentisme et du manque de cohérence, y compris le coût social des GES, de même que le Test Climat. Continuer à les exclure induit l'ensemble de la société en erreur quant aux coûts réels du statut quo et aux bénéfices que pourraient amener les transformations structurelles qui devront être faites au cours de la période de transition. Pensons ici notamment aux émissions importées. Cacher cette dimension de l'analyse favorise la manipulation des faits et les stratégies démagogiques dans les débats publics et privés.

Stratégie de substitution : Les propositions de substitution intermédiaire en cours de transition devront faire l'objet d'une analyse rigoureuse de pertinence et de faisabilité particulièrement en ce qui a trait aux nouvelles technologies dites de transition telles que la captation de carbone. Nous considérons également que le gaz naturel d'origine fossile devrait être exclu d'une stratégie de transition parce qu'incompatible avec l'atteinte des engagements et les objectifs découlant de la COP21. La décision de passer du pétrole au gaz naturel, tous deux constituant des énergies fossiles, nous inquiète parce qu'elle retardera inévitablement la progression de la transition réelle hors des énergies fossiles. Le temps qui nous est imparti ne permet pas de tels détours. Il semble malheureusement encore essentiel de rappeler que l'économie massive d'énergie est la clé, et qu'il vaut mieux prévenir que tenter de compenser.

Freiner la filière fossile : un impératif présent

L'ensemble de ce secteur étant le plus grand émetteur de concentration de GES et donc celui ayant le plus grand impact sur le ralentissement du réchauffement climatique, il doit rapidement faire l'objet d'une stratégie de retrait progressif de l'économie. Si l'industrie avait proposé, il y a 40 ans, de travailler sur le long terme et d'investir dans la recherche et le développement de technologies propres s'il en est, peut-être aurait-il été possible de transformer le secteur. Il est maintenant trop tard. Des dommages irréparables ont été faits et le temps joue contre nous. Toute décision gouvernementale qui aurait pour impact d'augmenter l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures de quelque nature que ce soit aurait pour conséquence d'aller à l'encontre de ses engagements internationaux et de préparer des lendemains douloureux pour la société québécoise.

Nous souhaitons attirer l'attention de TEQ sur l'importance de prioriser les facteurs de changement dans la mise en œuvre de la transition. Tous les facteurs menant à l'augmentation des GES dans l'atmosphère ne sont pas d'égale importance et, s'il doit y avoir des choix, la priorité doit aller à ce qui en amont contribue le plus au réchauffement climatique. Tous les pays doivent s'attaquer prioritairement aux énergies fossiles parce qu'elles jouent un rôle déterminant dans la suite des choses. Qui plus est, dans la séquence logique des transformations devant mener à l'émergence d'une économie sobre en carbone, certaines décisions doivent venir à un moment stratégique de la transition, sans quoi toute la transition sans trouve compromise. Encore une fois à titre d'exemple, il ne pourra y avoir de retrait des hydrocarbures de l'économie sans un effort massif de désinvestissement. Les erreurs de « timing » ont un coût parfois important et peuvent engendrer beaucoup plus qu'un retard. Elles peuvent aboutir à une régression qui allongera le temps de la transition, ce que personne ne peut se permettre.

Cesser le soutien financier gouvernemental aux industries fossiles

Un nécessaire effort de redirection du financement public doit être amorcé. Il constitue un moteur puissant sans lequel une véritable transition ne pourra se mettre en marche. En maintenant un soutien de quelque nature que ce soit, le gouvernement envoie le message au marché que le secteur a le temps de voir venir et, qui plus est, peut

même tirer avantage d'une transition la plus lente possible... ceci au détriment de l'ensemble des contribuables mais aussi plus simplement de l'intérêt général. Ce qui va au secteur des hydrocarbures ne va pas, et ne pourra jamais aller, au développement d'une économie sobre en carbone. C'est à la fois un affront et un gaspillage. Dans la même foulée, ce soutien financier cache les coûts réels et gonfle les bénéfices présumés pour l'économie québécoise du secteur fossile. Il constitue un frein à tout le moins psychologique aux stratégies de désinvestissements des actionnaires toutes catégories confondues. Le gouvernement doit inscrire, au prochain exercice budgétaire, le retrait de ce soutien à l'exception d'un appui transparent à une stratégie de retrait progressif tangible.

Interdire la mise en chantier de tout nouveau projet d'exploration ou d'exploitation d'hydrocarbures

Bien que l'industrie des hydrocarbures aient longtemps affirmé qu'un projet d'exploration ne menait pas de facto à une phase d'un projet d'exploitation, ce qui est vrai, la découverte d'hydrocarbures suite à l'exploration amène de facto un projet d'exploitation que le gouvernement aura beaucoup de difficultés à rejeter sans devoir offrir une compensation financière à l'industrie, peu importe la décision du BAPE. Nous en avons eu de coûteux exemples dans le passé. Si le gouvernement ne peut ignorer la fermeté des positions partagées par un nombre sans cesse grandissant d'organisations de tous les secteurs et de citoyen-ne-s, en plus des prises de parole de membres des Premières Nations et des Inuits en ce qui concerne le développement de la filière fossile. Il n'y a aucune cohérence dans l'acceptation de nouveaux chantiers qui produiront toujours une part importante croissante de GES.

Le Front commun est conscient que plusieurs de ces mesures ne pourraient être inscrites au plan directeur compte tenu de l'adoption récente, sous le bâillon, de la Loi sur les hydrocarbures et des règlements y afférents. Nous avons toutefois la conviction qu'il peut et doit soulever la question de la cohérence avec les plus hautes instances gouvernementales. Et pour ce faire, TEQ peut s'appuyer sur l'émergence d'un consensus social au sein de la population. Il en va, entre autres, de la crédibilité de toute démarche de transition mais aussi de la santé des écosystèmes, à la base de toute dignité des communautés. La problématique des hydrocarbures ne peut objectivement continuer à être l'éléphant dans la pièce, au risque de se diriger vers un échec complet de la politique de transition énergétique du Québec.

Transversalité, courage politique et démocratisation

Nous considérons que des transformations majeures comportant leur part d'imprévisibilité devront nécessairement être enclenchées dans un avenir rapproché pour assurer la réussite de la transition vers une société sobre en carbone. Nous devons maintenant faire ensemble un virage, le premier d'une telle importance dans l'histoire de l'humanité pour que la vie reprenne ses droits. Non seulement les dirigeant-e-s politiques n'auront jamais eu une aussi grande responsabilité, mais des transformations même du modèle politique s'imposent pour réunir les perspectives nécessaires à des prises de décision et des mises en oeuvre qui soient à la hauteur des circonstances climatiques, porteuses de justice sociale et écologiquement judicieuses. Nous souhaitons que le gouvernement du Québec assume un leadership fort, plus fort que celui que nous constatons présentement et ce dans le respect des droits de chaque citoyen et citoyenne, pour que la transition se fasse dans l'esprit du bien commun et avec l'engagement et la participation de l'ensemble des communautés.

Intégration de l'ensemble des secteurs d'activité et perspective systémique

Toutes les analyses devant mener à l'adoption de mesures de transition devraient être de nature systémique et

assurer l'inter-connectivité de l'ensemble des secteurs et champs d'intervention ayant un impact sur les transformations indispensables à la réussite de la transition énergétique. Cette dernière ne pourra s'accommoder d'une approche en silo qui déforme nécessairement la réalité et devra assurer l'inclusion des communautés dans les processus transversaux de consultation, d'élaboration, de mise en œuvre, de suivi, d'évaluation et d'ajustement. Cette approche doit être amorcée dès maintenant. À titre d'anecdote révélatrice, la tenue simultanée et indépendante d'une autre consultation portant sur le Plan d'action pour la croissance et les technologies propres dont nous apprenions l'existence en cours de rédaction de ce mémoire.

Des transformations profondes se produiront également dans les modes de production et de consommation. Le gouvernement devra prendre les mesures nécessaires pour que l'on puisse anticiper les politiques de main d'œuvre qui seront indispensables dans une économie sobre en carbone. Le monde du travail pourrait vivre une véritable révolution avec l'impact simultané d'une crise du climat mal gérée et de l'arrivée massive sur le marché des produits de l'intelligence artificielle. Les chocs seront beaucoup moins grands si nous commençons maintenant en intégrant l'ensemble des besoins et des ressources qui seront nécessaires en cours de transition.

De plus, par systémique, nous faisons aussi référence à l'intégration de perspectives de type anti-racistes, décolonisantes, féministes, bref, systémique au sens politique. Ces considérations devraient avoir un impact quant au déploiement démocratique de la transition mais également se trouver intégrées dans les analyses des problématiques.

Enfin, nous aurions espéré que le plan directeur pose les premiers jalons de ces transformations majeures en proposant des mécanismes qui puissent intégrer les efforts de transition de chacun des secteurs et domaines concernés dans une vision globale des objectifs à atteindre. Mais nous sommes inquiets. Aujourd'hui, TEQ relève, de par son mandat, du Ministère de l'énergie et des ressources naturelles. Nous croyons fermement qu'il devrait éventuellement relever à tout le moins d'un ministère à vocation transversale. Nous croyons également que TEQ devrait avoir un maximum de marge de manœuvre pour ajuster en toute transparence le plan directeur en fonction des occasions, mais également des obstacles qui surviendront nécessairement en cours de réalisation.

Refonte démocratique

Il nous semble évident que le gouvernement devra faire appel aux leaders de la transition qui se sont imposés au cours des dernières années, mais aussi se soucier d'une représentation des divers groupes de la collectivité pour amorcer le processus d'élaboration du contrat social. Il nous semble tout aussi évident que le gouvernement devra mettre à leur disposition tous les moyens nécessaires pour assurer la participation et l'engagement de tous et toutes. Il s'agit en somme d'intégrer des analyses systémiques ainsi que les communautés locales et régionales au niveau des processus décisionnels.

Le Front commun considère en amont du processus de transition énergétique que la stratégie la plus importante en tout début de transition est la mise en place d'un contrat social qui devra rallier tous les membres de la collectivité – municipalités, universités et centres de recherche, organisations de la société civile - y compris les syndicats, organismes communautaires et mouvements citoyens, acteurs politiques économiques - gens d'affaires tous secteurs confondus et institutions financières.

Cet effort majeur d'inclusion devra également rejoindre les peuples autochtones qui se sont avérés déterminés, notamment au cours des dernières années, mais ce depuis des siècles, à défendre la Mère Terre et à lutter contre la perversion de la dépendance aux hydrocarbures. Ils en ont été les premières victimes mais surtout les premiers à sonner l'alarme. Un virage dans nos relations aux écosystèmes que nous habitons ne peut faire l'économie d'une refonte des rapports entre Nations, de mesures de réparation, de soutien à la guérison pour les torts commis. Nous devons faire le nécessaire pour cheminer avec respect dans cette sortie de dépendance aux hydrocarbures.

De façon corollaire, il apparaît évident que nous devrions procéder à une refonte du rôle de l'État et de l'intervention publique dans plusieurs domaines dont la fiscalité, de même que le cadre légal et réglementaire de tous les secteurs tel que l'éducation, la santé, l'agriculture, l'aménagement et la protection du territoire, le transport, les ressources naturelles, la recherche et l'innovation, l'investissement.

L'un des plus grands impacts de la transition énergétique touchera les communautés de toutes les régions différemment, de même que les travailleurs et les travailleuses. L'analyse en profondeur des profils de main d'œuvre actuels, et de ceux que l'économie sobre en carbone exigera, devra tenir compte des besoins de formation et de reconversion et assurer un redéploiement juste et équitable. Les communautés de même que les travailleurs et travailleuses ne doivent pas assumer le fardeau du virage qui s'amorce. L'État devra là encore assurer le leadership de politiques industrielles, de politiques sociales et de politiques d'emploi qui permettent une transition juste et équitable.

Il nous semble indispensable que TEQ puisse s'appuyer sur un système de rétroaction qui lui permette de suivre l'évolution sociale de la transition. Il existe des méthodologies qui permettent de rester en contact avec la population, de sonder sa volonté et ses besoins au fur et à mesure que la transition progresse, que ce soit par le biais des organisations qui la représentent ou directement. Ce système de rétroaction doit être une partie intégrante de la gouvernance de TEQ.

Les plans directeurs subséquents pourront poursuivre le travail de transversalité jusqu'au terme de la transition en proposant, au jour X, un mode de gouvernance pour une société solidaire et sobre en carbone qui, nous l'espérons pour nos enfants et nos petits-enfants, sera en 2050 et non 2100.

Protection de la biodiversité

La biodiversité est déjà éprouvée, et l'impact des changements climatiques, déjà palpable, ne fera que s'accroître. Il importe donc que les mesures de transition énergétique comportent des analyses d'impact écologiques ainsi que de cycle de vie afin qu'elles permettent une amélioration des conditions propices à la biodiversité, et ce à moyen et long terme. La reconnaissance des organisations oeuvrant déjà en ce sens fait partie intégrante de ces processus, outre la mobilisation des connaissances et des communautés de proximité.

Principe de précaution

Le principe de précaution déjà contenu dans la politique québécoise de développement durable devra être appliqué sans réserve. Nous ne pouvons collectivement nous permettre d'introduire des transformations qui pourraient constituer un risque aggravé pour l'environnement, la santé publique, et le respect des droits humains garantis par la Constitution et les Traités internationaux dont le Canada est signataire. L'État québécois doit se porter garant de cette prudence sans laquelle les prochaines générations pourraient ne pas pouvoir faire face aux défis d'envergure que nous leur léguons de développement durable.

Conclusion

Le Front commun considère que TEQ devrait bénéficier d'un mode de gouvernance qui lui permette de veiller au plus haut niveau possible de l'appareil politique à la transversalité des enjeux, à la cohérence des décisions, à la transparence quant à la progression de la transition, et à la mise en place d'un système de rétroaction sociale tout au long de la transition. Ce mode de gouvernance devrait permettre à TEQ d'inscrire en tête de liste de son plan directeur l'adoption d'un contrat social entre toutes les parties constituantes de la société québécoise.

Le Front commun considère finalement que de manière prioritaire et urgente, le secteur des hydrocarbures devrait amorcer son retrait de l'économie québécoise tant au niveau du soutien financier gouvernemental et de l'investissement que de l'exploration, l'exploitation, la distribution et le transport. Dans une perspective de responsabilité climatique, la transition énergétique doit non seulement viser une réduction massive des GES produits au Québec et au Canada, mais également des émissions indirectes dues à la consommation.

Le Front commun considère que des processus de collaboration citoyenne valables doivent être au cœur de la vision, de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une transition porteuse de responsabilisation et de justice sociale. Les communautés et leurs organisations doivent être présentes aux divers paliers de décisions, et ce en tant que parties prenantes. Une information indépendante permettant des prises de position libres et éclairées doit être disponible en temps utile. Des ressources adéquates doivent être allouées afin de favoriser la participation de tous les acteurs concernés. Des processus spécifiques doivent être ancrés dans les régions. Et enfin des projets d'éducation à la transition énergétique doivent être mis en place pour favoriser l'appropriation des enjeux par les membres de la communauté. Ce processus démocratique constitue lui aussi un moteur puissant en amont de la transition car il pourra être une garantie de l'adhésion sociale en fin de course. Sans cette étape, la transition sera toujours à risque de déraiser. C'est ensemble que nous relèverons l'immense défi de la transition énergétique.